

Journal des guerres de l' Otan

N° 118 du 11.07.12

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal des guerres de l'Otan" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_guerres-otan.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire.

Tiré à part :

Rick Rozoff : Conseil de Guerre de l'OTAN contre la Syrie.

[L'OTAN opprime la liberté de parole.](#)

Syrie : l'OTAN tente un remake de Houla...

Caroline Grimberghs La communauté internationale met-elle de l'huile sur le feu syrien ?

La Russie déboute les agents de l'OTAN en Syrie.

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

1-1 Ria Novosti : [Russie: un projet de loi propose de considérer des ONG comme "agents de l'étranger"](#)

2 Dossiers

2-1 Chris Sands : L'OTAN adopte la stratégie irakienne en Afghanistan.

2-2 RIA Novosti : [Kosovo: un ex-général de l'Otan veut exploiter des ressources de charbon.](#)

3 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

3-1 « **SES** » COOPÈRE AVEC NORTHROP GRUMMAN DANS LE CADRE DU NOUVEAU SYSTÈME AÉROPORTÉ DESURVEILLANCE TERRESTRE DE L'OTAN.

4 Brèves

4-1 [Le parlement européen veut une enquête sur les prisons secrètes de la CIA.](#)

4-2 Record de ventes d'armes en 2012 pour les États-Unis.

4-3 Rasmussen : [Kosovo: l'Otan maintient 6.000 militaires.](#)

5 Vidéo

5-1 [Michel Collon : L'Otan : une association de criminels au service de la stratégie du chaos.](#)

5-2 Vidéo : Les entrevues de l'idiot – La Démocratie ambiguë.

Tiré à part :

Rick Rozoff : Conseil de Guerre de l'OTAN contre la Syrie.

Mardi 26 juin, à Bruxelles, le Conseil de l'Atlantique Nord - la plus haute instance de commandement du bloc militaire de l'OTAN (Organisation du traité de l'Atlantique Nord), dominé par les États-Unis - doit aborder la question de la Syrie sous l'angle des clauses de son texte fondateur qui, tout au long de la dernière décennie, a été à l'origine de déploiements préliminaires de forces armées conduisant au déclenchement de guerres totales

Ce conseil est constitué des ambassadeurs des 28 États membres, représentant une population totale de

900 millions d'habitants. Ses membres fondateurs comptent trois puissances nucléaires - les USA, la France et l'Angleterre - dont la première s'est autoproclamée unique puissance militaire mondiale. Jusqu'à la veille de cette réunion, l'OTAN devait examiner une requête de l'un de ses membres, la Turquie, de tenir des consultations conformément aux dispositions de l'Article 4 du Traité de l'Atlantique Nord, qui autorise tout État membre à appeler l'intégralité des membres de l'Alliance à répondre à ce qu'il considère comme une attaque contre sa sécurité et son intégrité territoriale.

Le 25 juin, trois jours après que le chasseur bombardier supersonique F14 eut été abattu au-dessus des eaux territoriales syriennes, la Turquie annonça qu'elle demanderait que l'alliance militaire en réfère à l'Article 5, lequel stipule que « toute attaque armée contre un ou plusieurs États membres en Europe ou en Amérique du Nord doit être considérée comme une attaque contre tous », les alliés de l'OTAN étant alors tenus de « porter assistance à la, ou aux parties ainsi attaquées, en engageant sur le champ, individuellement et en concertation avec les autres parties, toute action jugée nécessaire, y compris le recours à la force armée... »

L'Article 5 avait été invoqué en octobre 2001, pour la première et unique fois en date, et fonde toujours, depuis une dizaine d'années, le déploiement en Afghanistan de troupes des 28 États membres et de leurs 22 partenaires.

L'Article 4 fut invoqué pour la première fois le 16 février 2003, à nouveau par le Conseil de l'Atlantique Nord et à nouveau au sujet de la Turquie, à la veille de l'invasion anglo-américaine de l'Irak. Cela entraîna le déclenchement de l'Opération « Display Deterrence » [déploiement d'une force de dissuasion], et le déploiement en Turquie de cinq batteries de missiles d'interception 'Patriots' - trois allemandes et deux américaines - ainsi que de quatre appareils de surveillance aérienne AWACS [Airborne Warning and Control Systems : Systèmes aéroportés de Contrôle et d'Alerte], en conjonction avec le Système de Défense Aérienne Élargi Intégré de l'OTAN.

L'OTAN déploya, selon ses propres termes, « 1 000 techniciens spécialisés et extrêmement compétents » pour conduire l'Opération.

Les premiers avions AWACS arrivèrent le 26 février, et trois semaines plus tard l'invasion et le bombardement de l'Irak étaient lancés. Bien qu'il n'y ait eu à l'époque en Irak que 25 millions d'habitants, contre 70 en Turquie, et bien que l'armée turque ait été la plus formidablement équipée de la région - tandis que l'Irak sortait affaibli de huit années de guerre contre l'Iran dans les années 1980, de la campagne de bombardements des États Unis et de leurs alliés en 1991 et depuis, et de douze années de sanctions écrasantes, l'OTAN ne tarissait pas d'éloges sur l'Opération Display Deterrence, qui venait de « tester et prouver la capacité des forces de l'OTAN à répondre immédiatement et avec la force offensive appropriée, à une menace évoluant rapidement contre l'un des membre de l'Alliance ».

Dans quelle mesure un Irak aussi mortellement affaibli avait réellement pu représenter pour la Turquie « une menace évoluant rapidement », cela ne fut jamais précisé.

Les AWACS sortirent sur une centaine de missions et les batteries de Patriots allemandes furent notamment équipées de missiles Patriot Advanced Capability-2, « un missile plus moderne fourni par l'Allemagne » expliqua l'OTAN.

L'Opération prit fin le 3 mai, soit 65 jours après son déclenchement et 45 jours après le début de l'invasion de l'Irak. Pour donner une idée de ce que l'OTAN pourra déclarer à l'issue de cette réunion au sommet, l'Ambassadeur turc de l'époque, auprès de l'OTAN, déclara après avoir invoqué l'Article 4 : « Encore une fois, je tiens à témoigner de la sincère gratitude du peuple et du gouvernement turcs envers la solidarité dont l'Alliance a su faire preuve en renforçant la défense de mon pays en réponse à la dernière crise en Irak. Nous sommes convaincus que, à travers un déploiement d'une force de dissuasion aussi active et collective, l'OTAN a non seulement tendu la main et offert une aide infiniment appréciable à l'un de ses membres en grande difficulté, mais il a aussi prouvé une fois de plus sa crédibilité et sa pertinence, en tant que pierre de touche de la sécurité collective dans la zone Euro-Atlantique ».

La Turquie était alors, tout comme aujourd'hui, présentée comme la victime - « en grande difficulté » qui plus est - tandis que l'Irak, en état de siège et sur le point d'être anéanti, était considéré comme l'agresseur.

La population syrienne se trouve à l'heure actuelle dans la même position que l'Irak à l'époque, sauf que la Turquie est cette fois une nation quasiment trois fois plus grande. La Syrie est isolée et ses forces militaires sont dérisoires par rapport à celles de son voisin turc. Ce dernier peut en outre compter sur le soutien de 27 alliés, au nombre desquels la plupart des plus grandes puissances militaires du monde. Les

États-Unis disposent déjà d'environ 90 bombes nucléaires tactiques B61 stationnées sur la base aérienne d'Incirlik, à 35 miles des côtes méditerranéennes de Turquie.

C'est en outre au moins la seconde fois depuis avril dernier que le Premier Ministre turc Recep Tayyip Erdogan demande l'activation de la clause d'assistance militaire mutuelle de l'article 5 - qui implique le déclenchement d'une guerre. La première ayant eu lieu plus de deux mois avant la destruction du chasseur bombardier turc survenue la semaine dernière.

Le 25 juin, le vice Premier ministre turc Bulent Arinc avait annoncé que sa nation « avait déposé auprès de l'OTAN toutes les demandes requises concernant l'Article 4 et l'Article 5 ».

Selon l'agence de presse Associated Press, il aurait ajouté : « Il est important de comprendre que, dans le cadre légal, nous userons bien évidemment jusqu'à la fin, de tous les droits que nous garantit le droit international. Cela inclut notamment l'auto-défense. Cela inclut aussi toutes les formes possibles de représailles. Cela inclut toutes les sanctions applicables à l'État agresseur en vertu du droit international. La Turquie ne négligera absolument rien en la matière... ».

Les États-Unis et l'OTAN avaient impérativement besoin d'un prétexte pour attaquer la Syrie, et la Turquie, seul membre de l'OTAN frontalier de la Syrie, a toujours été le prétexte idéal auquel recourir pour attaquer une nation arabe.

L'incident de vendredi dernier et la réunion de l'Otan qui y a fait suite, marquent le début du quatrième acte d'une tragédie que le reste du monde n'a que trop peu de temps pour empêcher.

Traduit de l'anglais par Dominique Arias.

Auteur de nombreux articles très documentés sur les activités militaires des Grandes Puissances occidentales à travers le monde, Rick Rozoff est chercheur et activiste, créateur de l'organisation Stop NATO.

Stop NATO : site et articles : <http://rickrozoff.wordpress.com>

Rick Rozoff

29 juin 2012

Source originale : Global Research

Source : Investig'Action

L'OTAN opprime la liberté de parole.

Les Pays de l'OTAN sont en train de mener une véritable guerre d'information contre la Syrie, en essayant parfois même d'éliminer les journalistes syriens, est persuadé le journaliste français Thierry Meyssan, fondateur du site Réseau Voltaire.

Il a accordé récemment une interview à La Voix de la Russie à ce sujet.

« Les Etats-Unis et l'OTAN procèdent à l'élimination systématique des médias qui ne sont pas désirables pour eux. Ils sont les ennemis invétérés de la liberté d'expression. C'était déjà le cas en Yougoslavie, en Afghanistan, en Irak et en Libye.

Au cours de ces derniers mois, la CIA américaine a créé plusieurs chaînes de télévision pour remplacer avec leur signal les émissions de la télévision syrienne. Des images fictives, filmées spécialement sur des plateaux de tournage ont été montées pour démoraliser complètement la population locale. Cette « escroquerie » médiatique a été découverte, et les informations sur ce fait ont été publiées sur des centaines de ressources Internet et d'autres médias. Résultat, le fournisseur des communications par satellite « Milsat » a refusé de couper le signal des chaînes syriennes, et la Ligue des États arabes était obligée d'abandonner ses projets de collaboration avec l'opérateur satellite « Arabsat ». Dans le même temps, le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a inscrit à l'ordre du jour du groupe de contact la question sur l'abandon de la guerre d'information par les différentes parties du conflit.

L'OTAN a décidé de se venger. Des forces spéciales d'intervention ont été envoyées vers la station de télévision syrienne, située à quelques kilomètres de Damas. Seulement quatre gardes assuraient la sécurité de ce site. Equipés de dispositifs de vision de nuit, les militaires des forces spéciales ont pénétré dans le bâtiment, tué les gardes, ainsi que trois animateurs du service d'information, qui se trouvaient sur place. Après cela, les bâtiments ont été dynamités. Cela fait 20 ans que l'OTAN et les États-Unis font appel à ce genre de tactique. Et ce sont ces mêmes responsables qui se présentent en défenseurs de la liberté d'expression. Le monde à l'envers ! Les journalistes ne peuvent plus faire leur travail ! Si le pays ne dispose pas de moyens adéquats d'auto-défense, chacun de nous sera en danger ».

72 journalistes ont été tués dans le monde au cours des six premiers mois de cette année. Ces chiffres

sont cités dans le rapport de l'ONG PressEmblemCampaign, basée à Genève. Le nombre de journalistes tués a augmenté d'un tiers par rapport à l'année dernière. La Syrie occupe la première place dans ce classement lugubre. 20 journalistes ont été tués dans ce pays depuis le début de 2012.

04/07/2012

http://french.ruvr.ru/2012_07_04/media-journalistes-Syrie-Etats-Unis/

Syrie : l'OTAN tente un remake de Houla...

Comme pour Houla, les dirigeants occidentaux, rejoints par Ban Ki-moon et Kofi Annan, dénoncent bruyamment le « massacre » d'al-Treimseh survenu le 12 juillet : citons Catherine Ashton, chef de la diplomatie européenne, qui parle de « violation flagrante » du plan Annan, Hillary Clinton qui évoque une « vision de cauchemar » ou encore François Hollande qui a exhorté Russie et Chine à ne plus s'opposer à des sanctions contre la Syrie.

On passe les délires du CNS, selon qui le régime a commis le « plus infâme des génocides » commis par le régime et on note la réaction de Kofi Annan pour qui Damas, en utilisant des armes lourdes à al-Treimseh, a « bafoué » les résolutions de l'ONU.

Maquillage d'une défaite ASL en crime de guerre occidental

Or, et c'est là que l'on touche à une certaine folie internationale – ou plutôt qu'on persévère dans le mensonge et la manipulation – ce qui s'est passé à Treimseh, c'est d'abord un affrontement d'ampleur entre l'armée syrienne et l'ASL. Affrontement, selon un témoin de l'opposition cité hier par plusieurs sources dont l'AFP, provoqué par une attaque des rebelles contre une colonne de l'armée. Affrontement qui s'est soldé, de l'aveu même de l'OSDH et de diverses sources opposantes, par un désastre pour l'ASL, qui a laissé des dizaines de tués – une centaine ? – dans l'affaire.

Aujourd'hui, l'OSDH transforme en catastrophe ces combattants armés en civils, parle de dizaines de personnes « sommairement exécutées », sans préciser d'ailleurs s'il s'agit de combattants ASL ou de vrais civils. L'officine de R.A. Rahmane, qui excelle à transformer les activistes morts les armes à la main en civils victimes de la répression, parle par ailleurs de 17 personnes, dont des femmes et des enfants, tuées alors qu'elles tentaient de fuir le village. Hier, le témoin cité par Le Point estimait à sept le nombre de civils morts à al-Treimseh, tandis qu'un autre cité par Sana estimait que les terroristes avaient tué au moins 50 habitants.

Bref on est dans une double confusion, sans doute volontaire :

-on (les Occidentaux et même l'ONU) fait comme si les activistes armés de l'ASL étaient d'innocentes victimes de la barbarie du régime. Et sans doute, une Hillary Clinton n'apprécie pas que « son » ASL soit taillée en pièces, à Treimseh comme en d'autres points du territoire syrien.

-on met, comme à Houla, les vraies victimes civiles, dont le nombre est pour le moins imprécis, au compte des militaires syriens, voire des inévitables chabihis puisque l'OSDH évoque à présent des blessures « à l'arme blanche » sur le corps de certaines victimes.

L'AFP dans une dépêche de minuit rappelle tout de même que l'OSDH a d'abord reconnu que sur les 150 victimes supposées des incidents d'al-Treimseh, figurent « des dizaines de combattants rebelles » ; donne la version gouvernementale – un combat victorieux contre les « terroristes » ; rappelle le témoignage d'un militant de l'opposition qui corrobore la version gouvernementale en disant qu'une colonne de l'armée a riposté à une attaque des rebelles ; et indique encore que les vidéos circulant sur la tuerie d'al-Treimseh ne montrent que des cadavres d'hommes.

On voit que tout ça n'empêche pas les habituels soutiens internationaux de l'ASL d'essayer de relancer la machine à indignation et à sanctions, sur le « modèle éprouvé » de Houla.

À ce stade on se tourne vers les Russes, une fois de plus sommés par leurs adversaires géostratégiques d'infléchir leur position au Conseil de sécurité. Eh bien les Russes ont eux aussi condamné un « crime sanglant », mais qu'ils imputent « à des forces qui cherchent à semer les graines de la haine interconfessionnelle », ce qui revient très clairement à accuser l'ASL et les groupes de la responsabilité des violences à al-Treimseh. Le Conseil de sécurité étant réuni depuis jeudi pour discuter de deux projets de résolution contradictoires, cela promet des débats houleux entre les deux camps, mais aussi un nouveau véto sino-russe au texte occidental.

Mais, sur le fond de l'affaire, on est comme malgré soi effaré par la mauvaise foi – pourtant « structurelle » – des Occidentaux, prêts à travestir les agresseurs de l'ASL en femmes et en enfants massacrés par l'armée. Il n'y a décidément rien de juste et de vrai à attendre de ces auteurs de guerre –

civile ou internationale – et le gouvernement et l’armée syriens auraient bien tort d’arrêter leur nettoyage des bandes téléguidées par Washington, Londres et Doha.

14 juillet

<http://www.medialibre.eu/monde/syrie-lotan-tente-un-remake-de-houla/12270>

Caroline Grimberghs La communauté internationale met-elle de l’huile sur le feu syrien ?

Le CNAPD met en garde contre l’attitude de la communauté internationale vis-à-vis du conflit syrien. La communauté internationale met-elle de l’huile sur le feu syrien ? C’est le postulat de la CNAPD (Coordination Nationale d’Action pour la Paix et la Démocratie, coordination pluraliste d’organisations de jeunesse et de mouvements d’éducation permanente). "Si le conflit syrien s’enlise, c’est aussi parce qu’elle est amplifiée et exacerbée par la communauté internationale" **estime la CNAPD dans un communiqué publié ce mardi**. "Il soutiennent tel groupe face à tel autre plutôt que de soutenir avant tout l’instauration d’un cessez-le-feu".

Créé en 1970, en pleine période de guerre froide, la CNAPD, qui a toujours eu pour objectif de sensibiliser l’opinion publique et mobiliser contre la guerre, reste attachée au multilatéralisme dans les relations internationales. Dans leur communiqué, ils accusent la communauté internationale de ‘discours véhéments’, là où d’autres estiment l’attitude de la communauté internationale pour le moins timorée au vu des 15.000 morts en 18 mois.

Fraîchement élu président du CNAPD, Carlos Crespo a répondu aux questions de **LaLibre.be** et justifie leur appel à une solution négociée.

Ne pensez-vous pas qu’un conflit qui a déjà fait plus de 15.000 victimes a besoin d’être placé sous le feu des projecteurs pour ne pas devenir un combat silencieux et invisible en Occident ?

Il est évident que la CNAPD est sensible aux pertes humaines et que nous louons de nos vœux une solution à la spirale de violence à l’œuvre en Syrie mais l’approche tendancieuse que nous critiquons est l’absence de médiatisation d’autres conflits tout autant si pas plus meurtriers. Dans l’est du Congo, au Mali, il y a moins d’intérêts occidentaux donc on en parle moins. Un mort est un mort de trop donc pas de comptabilité macabre mais une volonté d’attirer l’attention sur cet aspect des choses.

Si on veut sortir de ce conflit, il faut avant tout que la communauté internationale parvienne à parler d’une seule voix. L’Occident doit jouer de ses bonnes relations économiques avec la Russie et la Chine pour les obliger à se mettre autour de la table et trouver une solution politique à ce conflit. En encourageant les soldats à la désertion, certains responsables européens légitiment un potentiel recours à une intervention militaire que la CNAPD ne soutient pas. Et cette position n’enlève rien au fait que nous soyons choqué, comme tout le monde, par le sang qui ne cesse de couler en Syrie. Ce que l’on veut éviter, c’est l’enlèvement dans une guerre civile et la solution politique nous paraît la meilleure voie pour cela.

Dans votre communiqué, vous dites : « Les déclarations de l’OTAN sont autant de menaces aux normes internationales, à la paix et la sécurité ». Le scénario de sortie de crise proposé à Genève ne va pas très loin dans ses recommandations. Or, vous avez l’air d’estimer que c’est déjà une prise de position trop importante...

Par le passé, certaines actions de l’OTAN ont été de véritables menaces pour la paix et provoqués de nombreux morts civils. Je pense à la Libye ou à la Yougoslavie. L’OTAN a une responsabilité dans des conflits qui ont causé des pertes humaines et il ne faut pas perdre cela de vue. Quand on pense à l’Afghanistan ou à l’Irak, pays dans lequel la communauté internationale a opté pour une intervention militaire, on ne peut pas dire que ce sont aujourd’hui des exemples de stabilité et de dialogue interethnique apaisé. La Syrie est un pays complexe d’un point de vue ethnique et religieux et les relations entre les communautés pourraient être mises à mal par une intervention militaire. Certaines minorités, notamment chrétienne et alaouite (musulmans chiïtes), pourraient être en danger. Ce que l’on veut mettre en exergue c’est que le remède pourrait être pire que la maladie, à l’image des précédents afghans et irakiens. Ce n’est pas ici de la politique fiction. Même si le régime tombe, on peut être parti pour 15 ans de conflits. Ce scénario est un scénario catastrophe mais il est probable. Sauf si les protagonistes parviennent à une solution négociée.

Croyez-vous encore à la possibilité d'une solution politique à ce conflit ? Encourager le dialogue, que vous estimez 'courageux, difficile mais nécessaire' dans votre communiqué, n'est-ce pas de l'angélisme excessif ?

C'est la seule solution pour éviter un scénario à l'afghane et s'enfoncer dans une guerre civile. Une fois qu'on est dans une situation de guerre civile, il y a deux possibilités : soit on éradique un camp soit on aboutit à un cessez-le-feu. C'est cette dernière option que nous préconisons même s'il on sait que cela ne sera pas facile. Un règlement multipolaire est aujourd'hui impossible essentiellement en raison des intérêts économiques et politiques divergents des forces en présence. Même si Assad est, à juste titre, honni en Occident, et la répression imposée à son peuple, féroce, il faut aussi garder à l'esprit que les opposants ne sont pas des enfants de chœur. La solution politique ne sera pas la plus facile à obtenir mais certainement la plus économe en termes de vies humaines. On a des moyens de pressions sur les belligérants et nous devons les utiliser pour les obliger à négocier le cessez-le-feu.

Vous reprochez aux mandataires belges (et nommément à Mr Reynders) de mettre des pré-conditions.

Didier Reynders ne joue pas un rôle apaisant dans ce dossier. Il fait des déclarations matamoiresques, il parade aux réunions des 'Amis de la Syrie'. Or, les conséquences indirectes de ce conflit sont potentiellement gigantesques. Une intervention militaire pourrait avoir des effets dramatiques sur la crédibilité de l'Occident aux yeux des opinions publiques arabes pour lesquels notre image est déjà désastreuse. Le corollaire de cela, c'est que cela pourrait renforcer la légitimité d'Assad et être, finalement, contre-productif. Une déstabilisation plus large de la région est également toujours possible, à l'image de la situation actuelle au Mali, en partie due au retour de combattants de la garde rapprochée du clan Kadhafi qui a provoqué une accélération de la spirale de violence.

Un papier assez remarquable par son originalité : débat portant sur l'opportunité d'une intervention en Syrie

Caroline Grimberghs

Mis en ligne le 04/07/2012

<http://www.lalibre.be/actu/international/article/747944/la-communaute-internationale-met-elle-de-l-huile-sur-le-feu-syrien.html>

La Russie débout les agents de l'OTAN en Syrie.

C'est encore un signe, après tout, que le pôle magnétique de la diplomatie internationale s'est vraiment déplacé vers l'Est : une délégation du CNS a fait ce mercredi 11 juillet le déplacement de Moscou, avec son nouveau président Abdel Basset Sayda.

Lequel a tenté de convaincre le redoutable chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, qu'une « révolution » était en cours en Syrie. Et, sans doute pour impressionner ou émouvoir son interlocuteur, Sayda a fait un parallèle entre cette « révolution » syrienne aux événements ayant entraîné la disparition de l'URSS en 1991. Pas sûr que la comparaison soit heureuse : quoiqu'il pense du bilan soviétique et de l'idéologie marxiste-léniniste, Lavrov – comme Poutine – est bien conscient que cet effondrement historique a entraîné pour une bonne dizaine d'années un recul géopolitique, social et moral pour l'essentiel du peuple russe et pour la Russie en tant que grande nation, toute l'oeuvre d'un Poutine consistant justement à faire remonter à son pays la pente vertigineuse des années Eltsine, soigneusement mises à profit par les Américains et l'OTAN. Vingt ans plus tard, Poutine est président, il a restauré la puissance russe et a réinstallé son pays au coeur du jeu international.

Le Titanic CNS conte l'iceberg Lavrov

Et c'est précisément sur le dossier syrien que les dirigeants russes ont enregistré, ces tous derniers mois, un nouveau « pic » d'influence internationale. Pour en revenir au CNS et à son président, Lavrov leur a poliment dit qu'il se réjouissait de leur visite, avant de leur poser la question à mille roubles : « Nous aimerions comprendre s'il y a de réelles perspectives d'union de tous les groupes d'opposition sur la base d'un dialogue avec le gouvernement, comme le prévoit le plan de Kofi Annan approuvé par le Conseil de sécurité ».

On peut dire que chaque segment de cette longue question était destiné à embarrasser la délégation du CNS : sur l'union de l'opposition, Lavrov sait très bien que dans le champ somme toute réduit de l'opposition radicale syrienne, le CNS est contesté par l'ASL, le CCCND de Haytham Manaa, les Comités locaux de coordination, le Forum démocratique de Michel Kilo, plus deux ou trois autres

groupes, sans oublier son ex-président démissionnaire Burhan Ghalioun ! Et le ministre russe n'a pas oublié que le congrès de l'opposition organisé voici peu au Caire par la Ligue arabe a tourné à la foire d'empoigne, et pas seulement métaphoriquement.

Et puis sur le reste, Lavrov rappelle « malicieusement » à ses invités d'un jour qu'il sont tenus de se conformer au plan Annan, approuvé par le Conseil de sécurité, et affiné le 30 juin dernier à la réunion de Genève du Groupe d'action sur la Syrie. Lequel plan oblige les parties prenantes de la crise syrienne à s'asseoir à une table commune de négociations pour jeter les bases du fameux « gouvernement de transition ». Or le CNS ne veut pas entendre parler de négociation avec le gouvernement de Bachar, dont il continue à demander le départ comme préalable, alors que l'accord de Genève a écarté, sous pression sino-russe, cette éventualité.

Voilà pourquoi Abdel Basset Sayda a parlé à Lavrov de « révolution » irrésistible en cours en Syrie, essayant peut-être de recycler le concept marxiste de « sens de l'Histoire ». Sans succès. À l'issue de la rencontre, M. Sayda s'est fendu d'un franc constat d'échec : « Je confirme au nom de toute l'opposition populaire syrienne (abus de langage manifeste, NdlR) qu'il ne peut pas être question d'un dialogue, tant qu'Assad ne sera pas parti ». Et Sayda d'en arriver à cette précision : « La Russie est d'un autre avis ». En effet, e l'on se demande ce qu'espéraient en arrivant à Moscou Sayda et ses comparses.

Et un bonheur n'arrivant jamais seul, un responsable de la coopération militaire russe annonçait, ce même mercredi, que la Russie allait poursuivre ses livraisons d'armes à la Syrie, et notamment des systèmes de DCA.

Il se confirme que le camp syrien et pro-syrien a gagné en assurance, quand les Occidentaux n'ont gagné qu'en arrogance. Quant au CNS, il a visiblement mangé son pain blanc, jusqu'à l'ultime miette....

12 juillet

<http://www.medialibre.eu/monde/la-russie-deboute-les-agents-de-lotan-en-syrie/12164>

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

1-1 Ria Novosti : [Russie: un projet de loi propose de considérer des ONG comme "agents de l'étranger"](#)

Un millier d'ONG russes, dont celles de contrôle électoral Golos, de lutte contre la corruption Transparency International, et les deux tiers des ONG écologistes seront considérées comme des "agents de l'étranger", selon un nouveau projet de loi, a annoncé lundi l'agence Ria Novosti.

En Russie "nous comptons près d'un millier d'organisations non-gouvernementales qui correspondent à ces deux critères : elles ont une activité politique et un financement étranger", a indiqué une source à la présidence russe, citée par l'agence publique.

La Douma (chambre basse du Parlement) doit examiner vendredi en première lecture un projet de loi qui prévoit de considérer comme "agents de l'étranger" les ONG bénéficiant de financement étranger et ayant une activité politique, a indiqué lundi à l'AFP son initiateur, le député pro-pouvoir Alexandre Sidiakine.

Parmi ces ONG figureront notamment l'association de lutte contre la fraude électorale Golos, l'antenne russe de Transparency International, et "70% des ONG écologistes en Russie", a estimé le responsable. Golos a été le fer de lance dans la dénonciation de fraudes massives aux législatives de décembre dernier, qui ont déclenché la mobilisation de l'opposition russe ces derniers mois.

Transparency International dénonce année après année une corruption endémique en Russie.

Les associations écologistes accusent de leur côté les autorités russe de cautionner des catastrophes environnementales, comme Greenpeace qui en septembre dernier a déclaré Vladimir Poutine "pire ennemi du lac Baïkal", à l'issue d'une consultation sur l'internet.

"Si une organisation s'occupe de corruption ou de campagnes électorales, il est évident que c'est de la politique, et que cette ONG devra se faire enregistrer comme le prévoit" la nouvelle loi sur les "agents étrangers", a indiqué le responsable.

Quant aux associations écologistes, "30% d'entre elles travaillent sur l'élevage de lapins ou la protection d'animaux rares, mais 70% font simplement de la politique", a estimé le responsable.

02/07/2012

1-2 Medialibre : La Russie ligote les ONG au service de l'OTAN.

Le Parlement russe a adopté, hier, une loi, qui qualifie des ONG «d'agents de l'étranger».

Ce ne sont pas toutes les ONG qui sont visées par cette loi. Il s'agit de celles qui ont «une activité politique» et celles qui bénéficient d'un «financement étranger». Pour autant, la loi ne les interdit pas sur le sol russe mais les soumet à un enregistrement séparé des autres associations. Dans leurs activités, elles devront afficher publiquement leur spécificité «d'agents de l'étranger».

Il va de soi également qu'elles seront soumises à un étroit et régulier contrôle financier. Alors que les députés russes l'ont adoptée à l'unanimité moins quatre voix et une abstention, les Etats-Unis, l'Union européenne et, bien entendu, les principales ONG dans le monde comme « Amnesty International », « Greenpeace », « HumanRights Watch », etc., se sont carrément élevés contre ce qui, à leurs yeux, est «une atteinte» aux droits de l'homme. Pour bien faire la différence, le gouvernement russe avait pris le soin, en mai dernier, de débloquer pour l'année 2012, pas moins d'un milliard de roubles (près de 26 millions d'euros), aux associations russes (dont la liste a été annexée au décret) réalisant des projets sociaux. C'est-à-dire celles qui n'œuvrent que dans l'intérêt des Russes et de la Russie. D'ailleurs, la loi des ONG «agents de l'étranger» a été soutenue par tous les partis de la majorité et de l'opposition siégeant à la Douma.

Ce qui a permis l'adoption à l'unanimité. Décidément, Poutine double d'ingéniosité. Après avoir scrupuleusement respecté l'exigence de l'alternance pour revenir, en toute légalité, au pouvoir, voilà qu'il utilise «l'idéologie» de la transparence contre les «filiales» d'ONG internationales dans son pays. En les obligeant, seulement, à afficher leur allégeance à des lobbys étrangers. Pour ne plus leur permettre d'avancer masquées de «valeurs» universelles et tromper les citoyens russes. L'événement dépasse les frontières russes dans la mesure où tous les peuples sont confrontés à l'activisme de ces ONG «agents de l'étranger».

14 juillet

<http://www.medialibre.eu/france/la-russie-ligote-les-ong-au-service-de-lotan/12276>

2 Dossiers

2-1 Chris Sands : L'OTAN adopte la stratégie irakienne en Afghanistan.

Alors que les troupes internationales s'appêtent à partir d'Afghanistan, l'OTAN cherche une porte de sortie. David Petraeus, chef de la CIA voudrait calquer le modèle du Conseil de l'Eveil irakien sur la situation afghane.

Une solution qui ne fait pas l'unanimité.

Un destin surprenant

Abdul JabarFarhad n'était qu'un ancien commandant moudjahid, vivant dans ses souvenirs de gloires passées dans la campagne afghane. Il est désormais à la tête d'un projet controversé, qui pourrait devenir la stratégie de sortie de l'OTAN dans le pays.

Son groupe de 150 hommes fait partie du programme national de la police locale, financé par les États-Unis, qui fournit les armes et paie les forces du village pour défendre les zones rurales attaquées par les taliban.

Un schéma qui fait inévitablement penser au Conseil d'Eveil irakien, sponsorisé par les Etats-Unis, où des groupes tribaux se mobilisaient contre Al-Qaïda. Ici, en revanche, peu de personnes sont convaincues que cela fonctionne.

De mauvais souvenirs

Entre les accusations de violences et la criminalité, le sentiment de nombreux Afghans est mitigé. Ils pensent que ces milices pourront agir librement et causer le même genre de chaos que les Soviétiques ont laissé en 1989.

Abdul Farhad était un insurgé à l'époque, combattant contre les Russes dans les montagnes et les champs près de Kaboul.

Il dirigeait une division de combattants lors de la guerre civile, et s'était ensuite opposé au régime taliban. Après avoir lutté contre l'occupation américaine, qui avait saisi son district natal de Nijrab, dans la province de Kapisa, une entreprise de construction l'a contacté pour protéger une route contre les attaques de la guérilla. Il avait accepté et continue aujourd'hui d'avoir l'appui des résidents.

Une « police locale » efficace

« *Les gens nous ont encouragé à tenir tête aux taliban* », dit-il. « *C'est pourquoi nous nous sommes soulevés, Dieu nous a aidé, cela a marché et nous les avons expulsé d'ici* ».

L'année dernière, Abdul Farhad et ses hommes ont rejoint la police locale. Selon lui, ils ont reçu quinze jours de formation dans une base française de l'OTAN, et sont payés environ 200 dollars par mois.

« *Les taliban se battent très farouchement* », explique-t-il. « *Ils sont très puissants par rapport au gouvernement* ».

Comme le Conseil de l'éveil irakien, la création d'une milice afghane était l'idée de David Petraeus, anciennement à la tête des troupes de l'OTAN, et désormais directeur de la CIA.

Lancé en 2010, il faisait partie intégrante d'une stratégie qui mettait en avant la contre-insurrection, en utilisant des troupes locales, afin de fédérer les esprits. David Petraeus a décrit cette nouvelle « police » comme un « *ajout important sur la campagne militaire en général* » qui s'explique comme « *une communauté de défense, armée de AK 47* ».

L'objectif : une milice gigantesque

Le but final serait d'avoir trente mille membres actifs, qui finiront par être désarmés ou absorbés dans les forces de sécurité classiques (si les conditions le permettent). Mais on distingue des signaux clairs qui indiquent que le programme a commencé à prendre forme, même s'il existe une véritable méfiance face aux milices qui existaient au préalable.

Abdul Farhad à lui-même parlé avec un commandant de police de Nijrab, qui a également combattu des factions rivales dans le passé. Il prédit l'apparition d'une guerre civile afghane dans un futur proche. Il a expliqué qu'il n'était armé que de simples kalachnikovs, même si un politicien de Kapisa a affirmé leur avoir fourni des mitrailleuses lourdes et des lance-grenades.

Des unités difficiles à contrôler

Noor Mohammed Kafeel Noori, un membre du Sénat Afgan, a expliqué avoir fourni de l'armement à Abdul Farhad. « *Un choix entre le mauvais et le pire* », a-t-il déclaré, en justifiant que cela était toujours mieux que les taliban.

Dans d'autres zones du pays, la police a été accusée d'abus de pouvoir, et de menaces envers les villageois. Les hommes d'une unité de la province septentrionale de Kundunz ont récemment été arrêtés pour l'enlèvement et le viol présumés d'une jeune fille. Ailleurs, les accusations de criminalité sont monnaie courante.

Des souvenirs que les Afghans aimeraient oublier

Tout cela rappelle aux Afghans des souvenirs qu'ils aimeraient oublier. Dans les années 1980, des milices pro régime avaient été mis en place pour réprimer l'insurrection des moudjahidines, mais nombre d'entre eux avait changé de camp, et participé ensuite à la chute du gouvernement de Kaboul. De 1992 à 1996, le pays a ensuite été divisé en une série de fiefs concurrents et des dizaines de milliers de civils ont été tués. Jurant d'imposer la loi et l'ordre, le mouvement taliban a émergé comme une conséquence directe de ce chaos.

Un rapport de Human Right Watch, publié l'an dernier, explique que ce programme de « police locale » représentait « *une stratégie à haut risque pour atteindre des objectifs à court terme* ».

Un avenir incertain

Le président Hamid Karzai a d'ailleurs émis une forte inquiétude à ce sujet, mais s'est ravisé sous la pression de David Petraeus et des États-Unis. Beaucoup de gens là-bas pensent que c'est une erreur, qu'il regrettera un jour.

Shahnawaz Tanai était ministre de la Défense dans l'administration pro-soviétique communiste. Il craint une escalade dans le conflit si les troupes étrangères quittent le pays comme prévu, à la fin de l'année 2014.

« Avec un gouvernement impuissant, les milices vont unir leurs forces avec les seigneurs de guerre et les politiciens du nord, et combattre contre les taliban pour le contrôle du sud du pays », a-t-il prédit. « Vos dix années d'efforts n'auront servi à rien », conclut-il.

Chris Sands –

13/07/2012

Global Post/ Adaptation Henri Lahera pour JOL Press

<http://www.jolpress.com/article/otan-adopte-la-strategie-irakienne-en-afghanistan-programme-national-de-la-police-locale-hamid-karzai-811993.html>

2-2 RIA Novosti : [Kosovo: un ex-général de l'Otan veut exploiter des ressources de charbon.](#)

L'ex-général américain Wesley Clark, qui était à la tête de la campagne militaire de l'Otan ayant évincé au printemps 1999 les forces serbes du Kosovo, pourrait y investir jusqu'à 5,6 milliards de dollars, rapporte mardi la chaîne de télévision serbe B92 en référence à des médias kosovars.

Selon B92, le général a demandé aux autorités du Kosovo une licence en vue d'exploiter des ressources de charbon pour le compte d'une société canadienne qu'il dirige. Cette compagnie, Envidity, compte produire du carburant synthétique à partir du charbon.

Elle s'engage notamment à se servir de technologies non polluantes pour transformer le charbon de basse qualité en carburant diesel synthétique de haute qualité.

"Cette demande est en train d'être traitée", a fait savoir le gouvernement kosovar.

La campagne de bombardements de l'Otan a ouvert la voie à la proclamation de l'indépendance du Kosovo le 17 février 2008 par les autorités albanaises de la province serbe, soutenues par les Etats-Unis et certains pays membres de l'Union européenne.

La Serbie conteste la proclamation d'indépendance unilatérale du Kosovo et considère toujours ce territoire comme sa province méridionale. La Russie, la Chine, l'Inde et plusieurs autres puissances sont opposées à cette démarche, la qualifiant de violation de la résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations unies proclamant l'intégrité territoriale de la Serbie.

26 juin –

RIA Novosti

3 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

3-1« SES » COOPÈRE AVEC NORTHROP GRUMMAN DANS LE CADRE DU NOUVEAU SYSTÈME AÉROPORTÉ DESURVEILLANCE TERRESTRE DE L'OTAN.

SES (Paris:SESG) (LuxX:SESG) a annoncé ce jour la signature d'un accord avec Northrop Grumman Corporation (NYSE:NOC) portant sur la fourniture d'une capacité et de services satellitaires au profit du système aéroporté de surveillance terrestre AGS (Alliance Ground Surveillance) de l'Alliance Atlantique. Placé sous le commandement de l'OTAN, l'AGS constituera une importante source de données pour le système interallié de renseignement, surveillance et reconnaissance (JISR).

L'AGS répond aux besoins de renseignement, surveillance et reconnaissance de l'OTAN et d'un large éventail de missions, telles que la protection des forces terrestres, la sécurité frontalière et maritime, le contre- et l'anti-terrorisme, la gestion des crises, le maintien et le rétablissement de la paix, l'assistance humanitaire et les interventions d'urgence en cas de catastrophes naturelles. A ce titre, SES fournira une capacité en bande Ku au-dessus des Etats-Unis et de l'Europe, ainsi qu'une assistance technique dans la conception et le développement du système.

En tant que maître d'œuvre du programme AGS de l'OTAN, Northrop Grumman fournira les cinq drones stratégiques Global Hawk, ainsi que les systèmes et charges utiles associés. Ces dernières incluent le radar MP-RTIP (Multi-Platform Radar Technology Insertion Program), capable de détecter et poursuivre des cibles mobiles, et de fournir une imagerie radar des sites visés et des objectifs fixes.

Northrop Grumman a signé un contrat de 1,7 milliard USD (1,2 milliard EUR) avec l'OTAN et 13 nations participantes au mois de mai 2012. Outre le segment aérien, le contrat porte aussi sur l'achat, la mise en service initiale et la maintenance des stations sol, qui incluent des unités mobiles et

transportables, ainsi que sur la fourniture en temps réel, aux commandements, de renseignements et de données d'identification de cibles à portée visuelle ou au-delà de la vue directe.

« La participation de SES à ce programme multinational à long terme de l'OTAN revêt pour nous une importance toute particulière, car nous pouvons ainsi mettre à contribution les capacités de notre flotte et de nos services, et faire valoir les atouts et l'expertise que nous possédons dans la construction et l'exploitation de grands systèmes internationaux de type gouvernemental ou institutionnel », a déclaré Romain Bausch, Président-Directeur général de SES. « Nous sommes honorés de satisfaire aux plus hauts niveaux d'exigence et de besoin de l'Alliance Atlantique. Grâce aux compétences et à la mobilisation permanente de l'équipe gouvernementale et institutionnelle de SES, nous démontrons notre savoir-faire dans le domaine extrêmement pointu des services fournis aux systèmes de drones ».

A propos de SES

SES est un opérateur satellitaire de tout premier plan mondial, avec une flotte de 51 satellites géostationnaires. L'entreprise fournit des services de communication par satellite aux télédiffuseurs, aux prestataires de services d'information et Internet, aux opérateurs de réseaux fixes et mobiles, ainsi qu'aux entreprises et organisations gouvernementales du monde entier.

SES se fait fort d'établir des relations commerciales durables, une qualité de service exemplaire et un niveau d'excellence dans l'industrie de la télédiffusion. D'horizons culturels divers, les équipes régionales de SES sont présentes partout dans le monde et travaillent en lien étroit avec les clients pour satisfaire au mieux leurs besoins spécifiques de services et de largeurs de bande satellitaires.

SES (Paris:SESG) (LuxX:SESG) détient des participations dans Ciel au Canada et QuetzSat au Mexique, ainsi qu'une participation stratégique dans l'infrastructure satellite de démarrage O3b Networks.

Pour plus d'information, rendez-vous sur : www.ses.com.

SES

Markus Payer

Market Communication & PR

Tél. +352 710 725 500

Markus.Payer@ses.com

http://bourse.lci.fr/bourse-en-ligne.hts?urlAction=bourse-en-ligne.hts&idnews=BNW120713_00005141&numligne=0&date=120713

4 Brèves

4-1 [Le parlement européen veut une enquête sur les prisons secrètes de la CIA.](#)

Le parlement européen a demandé une nouvelle enquête sur les prisons secrètes de la CIA, dans certains pays européens.

Le parlement européen, en adoptant le rapport de la Commission des libertés individuelles de cette instance, a demandé aux pays membres, notamment, à la Pologne, la Roumanie et la Lituanie, de mener des nouvelles enquêtes, sur ces centres de détentions secrets. La CIA a créé des prisons secrètes, en Pologne et dans certains pays européens, pour garder les individus suspects de mener des activités terroristes ou des membres présumés d'Al-Qaïda. Selon les activistes des droits de l'Homme, la CIA gardait ces personnes, sans aucune forme de procès, et les soumettait à divers types de tortures.

12/07/2012

Irib

4-2 Record de ventes d'armes en 2012 pour les Etats-Unis.

Les ventes d'armes américaines ont atteint un record en 2012 pour s'établir à plus de 50 milliards de dollars, portées par des contrats importants avec l'Arabie Saoudite notamment et le régime israélien. Andrew Shapiro, secrétaire d'Etat adjoint aux affaires politiques et militaires, a par ailleurs évoqué le souhait de conclure des ventes supplémentaires avec l'Inde, qui envisage un achat de 22 hélicoptères Apache pour 1,4 milliard de dollars.

"Aujourd'hui, je peux confirmer qu'il s'agit d'une année record pour les ventes militaires à l'international", a-t-il précisé.

Ce chiffre représente une hausse de 70% par rapport aux ventes d'Etat à Etat de 2011, qui était déjà une

année record, avec des ventes totalisant 30 milliards de dollars.

Le contrat de 29,4 milliards avec l'Arabie saoudite, pour la vente de 84 chasseurs Boeing F-15SA et une amélioration de sa flotte existante de 70 F-15s pour des versions plus puissantes, a été "évidemment très significatif".

13 Juillet 2012.

<http://www2.irna.ir/fr/news/view/line-96/1207137841193612.htm>

4-3 Rasmussen : [Kosovo: l'Otan maintient 6.000 militaires.](#)

L'Otan a suspendu la réduction de son contingent au Kosovo et envisage d'y conserver jusqu'à 6.000 militaires, rapportent les agences occidentales se référant au secrétaire général de l'Alliance, Anders Fogh Rasmussen.

En 2010, l'Otan a lancé un retrait progressif des soldats de la Force pour le Kosovo (KFOR) diminuant leur nombre de 15.000 à près de 6.200 hommes. D'après les plans initiaux, le contingent aurait dû compter 2.500 militaires en 2012.

La KFOR a été déployée au Kosovo en juin 1999 conformément à la résolution 1244 du Conseil de sécurité de l'Onu. Dirigée par l'Otan, la Force regroupe des contingents issus de 29 pays.

En 2008, le Kosovo a proclamé unilatéralement son indépendance par rapport à la Serbie avec le soutien des Etats-Unis et de l'Union européenne.

12 juillet -

<http://fr.ria.ru/world/20120712/195329787.html>

5 Vidéo

5-1 [Michel Collon : L'Otan : une association de criminels au service de la stratégie du chaos.](#)

Invité à Ce soir ou jamais pour débattre sur le sommet de l'Otan, Michel Collon en a profité pour rappeler le rôle fondamental de cette alliance militaire : soumettre les populations du Nord comme du Sud pour défendre les intérêts de l'élite occidentale. C'est le bilan à tirer lorsqu'on examine les actions de l'Otan, au-delà de la propagande sur la menace soviétique hier et sur les interventions humanitaires aujourd'hui. Michel Collon explique également comment, dans le contexte actuel d'un empire US en déclin, l'Otan applique la stratégie du chaos pour contenir l'émergence des concurrents économiques.

VISIONNER LA VIDEO EN CLIQUANT SUR CE LIEN

<http://michelcollon.info/L-Otan-une-association-de.html>

5-2 Vidéo : Les entrevues de l'idiote – La Démocratie ambiguë.

Guillaume de Rouville répond aux questions de l'idiote du village pour la sortie le 31 mai 2012 de son essai [La Démocratie ambiguë](#), un livre-choc consacré aux crimes de masse commis par les démocraties occidentales ces vingt dernières années, et plus particulièrement par la France et les Etats-Unis.

« *Le plus important est d'apprendre à manier l'ambiguïté, à prononcer des discours qui puissent s'interpréter dans un sens aussi bien que dans un autre afin que nul ne puisse trancher.* » **Cardinal Mazarin**, Bréviaire des politiciens.

La Démocratie ambiguë, Guillaume de Rouville, *Editions Cheap*.

<http://www.editionscheap.fr/Ouvrage> disponible à partir du 31 mai 2012.

30 avril 2012 ·

<http://lidiotduvillage.org/2012/04/30/video-les-entrevues-de-lidiote-la-democratie-ambigue/>

5-3 Le rôle de l'OTAN dans le monde.

Un excellent montage vidéo pour nous livrer un autre point de vue.

Pour lire la suite

[cliquez ici](#)

<http://www.uam93.com/news/jai-un-doute-sur-lotan.html>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19